



État d'avancement des négociations des règlements cohésion

8 décembre 2020

Jiri Plecity

DG EMPL

Aperçu RPDC

- 1^{er} décembre - dernier trilogue politique
- Objectif atteint: finaliser les travaux sur tous les éléments politiques dans le cadre du RPDC
- Travail continue, au niveau technique, sur les annexes et les considérants
- Ensuite révision par les juristes linguistes et adoption

Aperçu FSE+

- 3e (et potentiellement dernier) trilogue: 10 décembre
- Révision juristes-linguistes: 1er trimestre 2021

FSE+ Points encore ouverts

Concentration thématique - Article 7

Discussions initiales mais les co-législateurs restent très éloignés sur:

- Soutien aux plus démunis
- Appui à la lutte contre la pauvreté des enfants
- Soutien à l'emploi des jeunes
- Renforcement des capacités des partenaires sociaux et de la société civile

FSE+ Points encore ouverts

Droits fondamentaux - Article 7 bis

- PE: vise à renforcer le lien entre le FSE + et la Charte.
- Conseil: pour le RPDC et pointant vers des outils déjà existants liés à la conformité à la Charte, conditions favorisantes, sélection des opérations.

Taux de cofinancement du soutien aux plus démunis - Article 9

- PE: cofinancement «d'au moins 85%» vs Conseil: «jusqu'à 85%».

Mesures temporaires d'utilisation du FSE + en réponse à des circonstances exceptionnelles et inhabituelles - Article 37 bis

REACT-EU Aperçu

- 47,5 milliards d'euros (NGEU) pour les années 2021-2022: 37,5 pour 2021 (39,8 Mrd €)
- Les montants seront répartis entre les pays de l'UE en fonction de leur niveau de prospérité et des impacts socio-économiques de la crise;
- Allocations 2021 communiquées aux Etats membres – France: 2,9 Mrd € (3,1 Mrd € prix courants)
- Les montants peuvent être utilisés pour les programmes FSE, FEDER, FEAD (programmes existants ou nouveaux) et pour l'IEJ ainsi que pour les programmes transfrontaliers existants dans le cadre de l'objectif de coopération territoriale européenne

REACT-EU

- Un nouvel OT/PI: Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 **et ses conséquences sociales** et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

Situation REACT EU

- Accord sur le texte de REACT-EU par les co-législateurs le 18 novembre
- Finaliser et entrer en vigueur dès que possible pour assurer une mise en œuvre rapide

REACT EU points principaux du compromis politique

- Sont éligibles au titre de REACT-EU les opérations qui ont débuté à partir du 1er février 2020.
- 11% de préfinancement initial en 2021 et des signatures de conventions possibles jusqu'à fin 2023
- Exigences de communication et de visibilité, y compris via les médias sociaux.
- Concernant les décisions de la Commission sur les programmes: la Commission «fera tout son possible pour approuver» la modification du programme dans un délai de 15 jours et au plus tard, elle «devra» le faire dans un délai de 30 jours.
- Les ressources REACT-EU peuvent également être allouées à des programmes FEAD, à l'IEJ et aux programmes transfrontaliers existants dans le cadre de l'objectif de coopération territoriale européenne.

Fonds pour une transition juste (FTJ)

OBJECTIF: atténuer les impacts socio-économiques de la transition vers la neutralité climatique dans les régions les plus touchées, par exemple:

- soutenir la mise à niveau et la requalification des travailleurs, l'aide à la recherche d'emploi et l'inclusion active des demandeurs d'emploi
- aider les PME à créer de nouvelles opportunités économiques, et
- investir dans la transition énergétique propre et dans l'économie circulaire.

FTJ après le Conseil européen

- Budget: 7 500 millions du CFP et 10 milliards d'EUR de la Next Generation EU.
- Montants communiqués aux Etats membres: FR 1 Mrd € en prix courants
- Négociations sur le règlement: avancent moins vite, mais déblocage récemment